

MOHAMED CHAFIK

«C'est le scénario catastrophe

Le Soir d'Algérie poursuit la publication, de morceaux choisis de l'épilogue par lequel Mohamed Chafik Mesbah conclut son ouvrage à paraître, Problématique Algérie.

Abderrahmane Seddik : Comment expliquez-vous que le président Abdelaziz Bouteflika n'ait pas choisi d'agir, de manière identique à l'ANP, avec les services de renseignement ?

Mohamed Chafik Mesbah : Permettez-moi de rappeler à ce propos le souvenir du regretté M'hamed Yazid. C'est lui qui m'entretenait, quelque temps avant sa mort, de cette relation ambiguë, empreinte de sentiments contradictoires, faits d'attraction et de répulsion, qui liait le personnel politique hérité de la guerre de Libération nationale aux services de renseignement algériens. C'est à la fois du rejet fondé sur la peur et de l'admiration nourrie par le mythe. Je considère que le président Abdelaziz Bouteflika n'échappe pas à la règle. Il existe chez lui, pour des considérations symboliques autant que pratiques, une réelle volonté de réformer les services de renseignement, au sens d'annihiler la capacité de nuisance qui leur est prêtée. Je ne crois pas que le chef de l'Etat en soit encore à surestimer le poids de ces services de renseignement par rapport à son propre pouvoir. Il est suffisamment habile, cependant, pour vouloir continuer à entretenir le mythe qui entoure cet instrument dont il ne veut pas se priver puisquement. Il laisse volontiers se perpétuer l'idée, surtout à l'usage d'une société politique habituée à ce genre de soumission, que ces services de renseignement tout-puissants constituent le bras séculier sur lequel il fonde son pouvoir. Ce calcul doit intervenir, certainement, dans le peu d'empressement qu'il manifeste, du moins apparemment, à procéder à la réforme qu'il souhaite pourtant. Il est probable que le président Abdelaziz Bouteflika se suffit pour le moment d'avoir, jusqu'à une certaine limite, découplé corps de bataille et services de renseignement et, de manière relative, d'avoir limité l'influence de ces derniers dans le processus de nomination aux fonctions de responsabilité publique.

Je suis enclin, en définitive, à imaginer que ce sera sous la pression étrangère, dans le cadre d'un système démocratique en place, que la réforme des services de renseignement pourra, à coup sûr, intervenir.

Vous avez déjà exprimé votre conception de la réforme des services de renseignement. Sans devoir y revenir, partagez-vous l'avis des partis de l'opposition qui assimilent lesdits services à l'obstacle essentiel qui entrave l'achève-

ment de la transition démocratique ?

Il faut, au préalable, bien situer le débat. Naturellement, c'est une stupidité que d'imaginer qu'un Etat quelconque puisse prétendre à une existence pérenne s'il est démuné de services de renseignement. Je n'associe-rais jamais mon nom à ces pistes de réflexion qui relèvent de l'infantilisme. Le renseignement, qui est une fonction fondamentale de l'Etat, représente une condition indispensable pour son développement. La vraie question qui doit nous préoccuper, par conséquent, n'est pas de savoir si oui ou non nous avons besoin de ces services de renseignement. Nous devons nous interroger, en revanche, si les services de renseignement algériens sont en phase avec l'évolution du monde et du pays ? Je voudrais, avant de répondre, examiner ces services à l'aune de deux paramètres, la symbolique liée à l'institution et l'efficience de son action.

Ces services de renseignement jouissent-ils encore de la charge émotionnelle – en particulier, cette solidarité de corps érigée en culte – qui fonde symboliquement la communauté du renseignement, «un métier de seigneurs», comme le suggérerait le chancelier allemand Bismarck ? Ces services disposent-ils toujours de l'efficacité redoutable qui, une période durant, avait fondé leur légende, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ? Pourquoi cette digression me diriez-vous ? Pour indiquer, simplement, que nos services de renseignement, partiellement démunis de cette charge émotionnelle que j'évoquais, ne disposent guère plus de toute l'efficacité dont ils se prévalaient. La solidarité de corps, c'est un habitus social et culturel, c'est surtout une échelle de valeurs partagée en commun. Ce patrimoine hérité du MALG est largement entamé. Au cours de la phase de restauration de l'Etat, les services de renseignement algériens, bâtis sur les traces du MALG, ont été propulsés par un puissant idéal. Ils ont su tirer profit de la disponibilité de cadres expérimentés et engagés ainsi que de l'aura populaire qui rendait leur action efficace et redoutée.

Faites-vous l'éloge de l'ancienne Sécurité militaire ?

Je vais m'en priver ! Ne faites pas comme Lahouari Addi, ce concitoyen comme il aime à le dire, qui a refusé d'engager avec moi un débat sur la politique de sécurité nationale qu'il appelait de ses vœux, parce qu'il exigeait de moi quasiment que je ramè-

ne, au préalable, sur un plateau, la tête coupée des anciens chefs de l'institution où j'ai servi. C'est une image, bien sûr, mais le sens y est. Pour revenir à l'ancienne Sécurité militaire, il faut raisonner en contexte. Incontestablement, cela a été un instrument de répression dans le cadre d'un système de parti unique. Il y a eu un prix à payer pour la stabilité politique et institutionnelle du pays, condition nécessaire pour son développement économique et social. Il serait stupide de le nier. L'ancienne Sécurité militaire a été aussi un outil de renseignement, hautement performant, dans le soutien à la politique extérieure de l'Algérie. Je viens de recevoir la visite d'un ancien compagnon dépité, justement, que l'histoire de nos services de renseignement soit dénaturée, ou pour le moins, à ce point méconnue. Ce compagnon, dont la carrière a été tout entière dédiée aux mouvements de libération nationale à travers les cinq continents, me rappelait quel rôle éminent l'ancienne Sécurité militaire avait joué dans la victoire de nombreuses guerres de libération nationale, en Afrique notamment, et dans le succès de combien de révolutions démocratiques, résultat de soulèvements populaires, sans compter le soutien efficace qu'elle sut apporter à des mouvements de résistance de gauche en Amérique latine. Ce compagnon se lamentait que l'imaginaire populaire en soit arrivé à percevoir ces services de renseignement comme le bouclier d'intérêts compradores ! Je me livre à cette digression pour inciter à la retenue dans l'analyse des phénomènes de cette nature. Si, pour gagner son brevet de démocrate, il est exigé de moi de renier l'héritage positif de l'institution où j'ai choisi de servir pour rester fidèle à mon idéal patriotique, je renonce, volontiers, à ce parcours.

Revenons à la situation présente...

Il faut bien admettre que l'ardeur patriotique et l'efficacité opérationnelle dont était créditée cette ancienne Sécurité militaire n'ont pas résisté au phénomène d'usure, à l'image de cette perte de bonne gouvernance qui touche toutes les institutions du pays.

C'est une réponse alambiquée. Dites clairement si les services de renseignement sont fondés à noyauter partis, organisations syndicales et mouvement associatif.

Ne faites pas de moi un témoin à charge. Il m'est arrivé, certes, d'interroger, de manière brutale, les responsables de ces services de renseignement sur l'intérêt qu'ils portent à la société politique. Voici, désopilante de bon sens, leur réponse : «Les partis et les syndicats constituent pour nous des sujets d'attention à l'image de toutes les autres institutions nationales, dans le but de prévenir et de neutraliser les menées hostiles, étrangères notamment...» Bien sûr, me diriez-vous, si l'intérêt manifesté à la société politique était inspiré par ce seul motif, rien de plus légitime.

commune mesure, avec les exigences de mae du système. Par rapport à la conjoncture politique qui prévaut en Algérie, je considère que les services de renseignement algériens ne sont plus en mesure d'entraver un puissant mouvement social orienté vers la transformation du système. Les cadres de renseignement algériens ont été formés pour lutter contre la subversion interne – entendez l'opposition qui n'était pas légale –, ils se sont adaptés, avec plus ou moins de succès, pour combattre le terrorisme, ils ne sauront certainement pas étouffer un mouvement de masse. J'invite, en ce sens, nos hommes politiques à visiter les pages d'histoire des peuples qui ont imposé le système démocratique. Vous ne pensez tout de même pas que le DRS est plus puissant, plus efficace, plus retors que la Stasi allemande ? Voyez ce qu'il en est advenu lorsque les conditions historiques de la chute du système communiste ont été réunies.

Je ne considère pas qu'il faille faire du démantèlement des services de renseignement algériens un préalable à l'achèvement de la transition démocratique. Mais l'observation des processus historiques universels, similaires à celui qui se déroule dans notre pays, indique que l'adaptation des services de renseignement algériens aux exigences du système démocratique est une nécessité absolue. A l'adresse de nos leaders politiques, je recommande de ne pas trop ergoter autour de l'influence jugée excessive du DRS sur la vie politique nationale, mais de se hâter de favoriser l'instauration du système démocratique. Je fais le pari que les cadres de ces services de renseignement tant décriés finiront par se ranger au choix du peuple en faveur du système démocratique, dès lors que la situation aura atteint le stade de mûrissement requis. Dans l'intervalle, il faut souhaiter naturellement que les services de renseignement du pays ne s'ingénient pas à mobiliser leur capacité de nuisance au profit d'une démarche d'entrave à cette progression naturelle, je dirais inéluctable, de la société vers la liberté.

Abderrahmane Seddik : Quels scénarios imaginez-vous à propos des perspectives de dénouement de la crise en Algérie ?

Mohamed Chafik Mesbah : J'espère que votre question ne concerne pas la révision constitutionnelle ou le troisième mandat sollicité pour le président Abdelaziz Bouteflika. C'est là un débat byzantin pour lequel je ne veux pas disperser mon énergie. Le cercle présidentiel s'est, d'emblée, placé dans une logique de «terre brûlée» qui le conduit à totalement occulter les considérations d'ordre juridique, politique ou même diplomatique. Mais, par-delà les personnes, admettez que c'est le système dans sa globalité qui est en cause, pas même le statut du chef de l'Etat, ni sa politique du moment. Je suis persuadé, peu importe le nom, que dans les conditions actuelles, les présidents de la République en Algérie sont interchangeables. Il est vrai, cependant, que le président Liamine Zeroual, agissant dans les limites du même système, a favorisé plus qu'il n'a entravé l'avancée du pays.

MESBAH :

qui reste le plus vraisemblable»

2^e partie et fin

pour examiner l'avenir ?

Pour examiner l'avenir, il faut dresser l'état des lieux avec ses projections sur le futur. L'état des lieux se rapporte au statut des acteurs réels dans la vie politique, à la situation de sinistre économique, à l'effritement de la cohésion sociale, à la conjoncture sécuritaire délétère, à l'influence extérieure sans cesse grandissante. C'est l'analyse combinée de tous ces paramètres qui permettra de dégager les scénarios qui doivent réellement retenir notre attention. Cette analyse combinée, en des moments déterminés de l'évolution de la situation du pays, a constitué le cœur de cet ouvrage. Limitons-nous à envisager, pour une échéance rapprochée, les deux scénarios les plus probables.

Le scénario idéal serait celui où le président Abdelaziz Bouteflika, prenant conscience que le statu quo était intenable, en viendrait à favoriser la relance du processus de réformes politiques. Il pourrait décider de passer la main, en s'en tenant aux dispositions actuelles de la Constitution, deux mandats seulement. C'est un scénario utopique. L'amendement envisagé étant apporté à la Constitution, si le chef de l'Etat choisissait quand même d'organiser, à échéance rapprochée, un peu à la manière du président Zeroual, une élection présidentielle anticipée, il serait amené à engager de vrais pourparlers avec l'ensemble des forces politiques représentatives pour dégager une plate-forme qui énumérerait les principes du consensus, fixerait les objectifs de la démarche, en déterminerait les échéances et en réglerait enfin les modalités pratiques. Un véritable dispositif de substitution à celui en place qui est délégitimé. Peu importe que les puissances étrangères soient associées à une telle démarche. La volonté interne puissamment exprimée suffit amplement. C'est un scénario là aussi chimérique, bien évidemment. Rien dans l'état d'esprit du président de la République n'indique qu'il soit disposé à abandonner la démarche autoritariste actuelle. Chez les leaders de l'opposition, rien n'indique que les querelles intestines ont été résorbées, que les pulsions égocentriques ont été réprimées et que la disponibilité soit présente pour une démarche concertée avec un candidat unique pour la prochaine élection présidentielle. Alors remettons les pieds sur terre...

C'est le scénario catastrophe qui reste le plus vraisemblable. Tous les développements contenus dans cet épilogue tendent à démontrer que le verrouillage renforcé de l'espace politique, l'aggravation des conflits sociaux et la recrudescence des actions terroristes constituent des hypothèses plausibles. La politique de la «terre brûlée» – en d'autres termes «après moi le chaos» – que semble vouloir pratiquer le cercle présidentiel aiguëra fatalement les clivages et renforcera les contradictions. Certes la rente pétrolière tempère quelque peu

la rapidité du processus de régression qui affecte le pays, mais l'antagonisme entre société virtuelle et société réelle ne pourra aller qu'en s'aggravant jusqu'à rendre toute cohabitation impossible. Si une direction politique éclairée parvient à émerger pour canaliser la violence, un changement de système pourra intervenir pacifiquement. Si l'insurrection débouche sur une situation d'anarchie endémique, la dislocation de la cohésion sociale et la déflagration de l'unité territoriale sont à prévoir, suivies d'une probable ingérence étrangère...

Pourquoi ne tenez-vous pas compte, dans vos scénarios, de la maladie du président de la République ?

Je refuse d'avancer sur ce terrain mouvant. Dans la culture des sociétés musulmanes, cela constitue, en effet, une faute morale que de s'attarder sur l'épreuve de santé d'un être humain pour en tirer gloire ou profit. Eduqué tout à fait dans cet esprit, je refuse d'aborder, avec légèreté, un domaine qui relève d'abord de la vie privée du chef de l'Etat.

Avouez que c'est la crainte de représailles qui vous interdit d'aborder ce sujet tabou...

Je ne suis plus en âge de m'attarder sur ce type de crainte. Interrogez, si vous le voulez, mes anciens compagnons. A la vérité, mon éducation est ainsi faite. J'ai beau être hostile à la démarche politique du président Abdelaziz Bouteflika, je ne nourris pas de ressentiment subjectif pour sa personne. Vous pouvez le constater, quelque part, dans cet ouvrage, lorsque j'affirme ne pas avoir ressenti de réserve fondamentale au moment où il avait été question, à partir de 1993, de son retour aux affaires. Je lui préférerais, certes, pour des considérations objectives et subjectives, le Dr Ahmed Taleb El-Ibrahimi. Je ne pensais pas, cependant, que Abdelaziz Bouteflika postulerait pour la magistrature suprême sans avoir pris la précaution de se doter d'un projet national et sans avoir pris le soin de constituer une équipe de gouvernance. Je m'en suis seulement rendu compte qu'après qu'il eut accédé à la présidence de la République, en 1999. S'il pouvait m'écouter, je lui recommanderais volontiers la lecture d'une lettre pleine de sagesse que l'écrivain égyptien Taha Hussein, en février 1947, à travers la revue *El Hilal*, adressa au roi Farouk. Cette missive parsemée de métaphores, au rythme musical et au style flamboyant, ne manque pas de marques apparentes de respect pour le roi Farouk. Mais homme de cœur et de conviction, Taha Hussein, analyste remarquable du genre humain, déploie que le roi, retranché dans une tour inaccessible, accepte d'être séparé de son peuple par un fossé infranchissable. Il rappelle au souverain égyptien que la mort est la fin de toute destinée humaine, n'hésitant pas à le mettre en garde contre les envire-

ments de la vie terrestre, le caractère factice de la gloire et la durée éphémère de la richesse. Difficile de traduire un tel morceau d'anthologie, je me suffis d'en livrer un extrait dans la langue originale :

"وإن ساعة من الدهر تأتي على هذه القلوب الصلبة الصلدة المصمتة القاسية فتنبهها أو تحيلها هباء تثرؤه الرياح".

Vous évoquiez aussi une raison d'ordre scientifique et méthodologique...

Effectivement. Le secret est tellement bien gardé autour de la maladie du président Abdelaziz Bouteflika que nous ne disposons pas d'informations officielles et recoupées, un vrai bulletin de santé estampillé «Hôpital du Val-de-Grâce». Une analyse sérieuse ne peut pas reposer sur des spéculations.

Permettez-moi, cependant, d'envisager la question autrement. Certes, le chef de l'Etat, dans un système présidentiel, joue un rôle important dans la vie nationale. Encore plus en Algérie où le président Abdelaziz Bouteflika dispose de tous les leviers de commande. Pourtant, je n'oublie pas cette fracture entre société virtuelle et société réelle qui relativise tous les pouvoirs officiels. Faut-il imaginer que le président Abdelaziz Bouteflika en soit arrivé à disposer des mêmes moyens de coercition sur la société que l'ancien président serbe Milosevic ? Lorsque l'heure de la fin du système serbe, dans son ancienne configuration, a sonné, le régime Milosevic n'est-il pas tombé comme un château de cartes ? Je reste persuadé que le défi porte moins sur le passage de relais entre personnes, fussent-elles être chefs de l'Etat, que sur la nécessité de faire rendre âme à un système obsolète.

Vous excusez, en quelque sorte, le chef de l'Etat de toute responsabilité dans la situation que vous décrivez...

Au risque de paraître laudateur, il m'arrive parfois d'envisager l'hypothèse où le président Abdelaziz Bouteflika, soucieux de laisser son empreinte sur l'Histoire, soit tenté par une démarche d'essence vraiment politique. Mais c'est pour aussitôt prendre acte qu'il en est empêché par ce cercle présidentiel dont il est devenu quasiment l'otage. Dans le même esprit, lorsque je me surprends à imaginer que le président Abdelaziz Bouteflika, plutôt que de toucher à la Constitution, pourrait songer à une sortie honorable, en favorisant, un peu à la manière du président Liamine Zeroual, l'alternance au pouvoir, la férocité de la cour qu'il subit ou qu'il a choisi de subir me rappelle immédiatement à l'ordre.

Entretien mené par A. S.